

## Editorial: Tant va la cruche à l'eau...

Mardi 25 Septembre 2012

La nouveauté, en cette rentrée, est qu'il n'est pas simple de définir ce qu'on appelle « nouveau ».

Certes, le style du Président François Hollande tranche heureusement avec la fébrilité permanente de son prédécesseur. Certes, quelques premières mesures prises par le gouvernement correspondent aux promesses du candidat et marquent des inflexions bien nécessaires, bien que pour l'instant limitées, par exemple en matière d'éducation nationale.

Mais faut-il s'en tenir là ? La prestation télévisée du chef de l'État, le 9 septembre, fut révélatrice, non des débats nécessaires, mais des discours imposés en ce moment historique crucial. Il est quand même incroyable qu'un entretien général sur la situation politique ait totalement ignoré la question européenne, alors qu'un traité majeur est soumis à la ratification de la France. Comme si la crise économique et sociale, qui ravage le continent, n'était que le produit de la fatalité, comme si le « pacte budgétaire » n'était pas un choix politique alors que le gouvernement s'appête à le faire voter en menaçant de sanctions les parlementaires qui ne se soumettraient pas à la discipline du parti. Rien de nouveau malheureusement sur ce plan : la destruction méthodique de la démocratie se poursuit.

Les Allemands ont au moins rappelé, par la voix de la Cour de Karlsruhe, que le Parlement est l'organe souverain, expression de la souveraineté populaire. Rien de tel en France. Le Parlement doit s'aligner sur des organes européens de plus en plus secrets et se soumettre à leurs oukazes. Le Parlement n'est plus qu'une apparence de pouvoir.

Grace à ce tour de passe-passe, la rigueur est ainsi légitimée. Pas pour tout le monde d'ailleurs. Les évasions fiscales (Voir article d'Étienne Tarride) indiquent la frontière entre ceux qui subissent et ceux qui ont les moyens de s'en sortir (du territoire).

Mais, comment penser qu'il peut encore exister une quelconque cohésion sociale dans un tel contexte ? Comment même parler d'une société alors que tant d'éléments qui la dessinaient sont mis en cause ? Les collectivités locales, derniers recours pour bien des citoyens délaissés par l'État, recevront-elles l'oxygène dont on cherche tant à les priver depuis plusieurs années ? (Voir article de Christian Berthier)

En fait, la question principale est de moins en moins abordée. En cette période où la soumission semble être la vertu première, y a-t-il encore place pour une volonté collective ? Le monde est en recomposition. Avons-nous une autre réponse que la recherche d'abris européens ou atlantiques, qui d'ailleurs n'en sont pas ? (Voir article d'Anne-Cécile Robert)

De la réponse à ces questions dépend l'existence ou pas d'un avenir. Le reste n'est que fatalité et soumission.

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>